

LES SERVICES PUBLICS, GRANDES VICTIMES DU TRAITE CONSTITUTIONNEL

Depuis l'Acte unique de 1986, l'Europe libérale c'est :

? **Des attaques systématiques à l'encontre des services publics** considérés comme des entraves à la libre circulation des capitaux et des marchandises ;

? **Une remise en cause de l'égalité de traitement entre usagers** à travers une ouverture des services publics à la concurrence ; politique qui se traduit également par une **augmentation des tarifs** et par la **suppression de certaines prestations** jugées non « rentables » ;

? Une série de **privatisations** transformant des entreprises publiques en multinationales commerciales.

Les partisans du oui affirment que «*la constitution permettra de sauver les services publics*» : **c'est faux** puisque la Constitution reprend intégralement les traités antérieurs qui ont servi de base juridique au démantèlement des services publics.

La Constitution dans son article III-166 soumet les entreprises publiques aux règles de la concurrence, qu'elles soient chargées ou non de missions de service public ; ainsi, au regard du droit européen, toutes les entreprises publiques seront considérées comme de banales entreprises commerciales.

Enfin, l'article III-148 de la Constitution indique que "*les Etats membres s'efforcent de procéder à la libéralisation des services au-delà de ce qui est obligatoire en vertu de la loi-cadre européenne*". Non seulement cette Constitution ne permettra pas la sauvegarde des services publics, mais elle en programme la fin !

La politique ultra-libérale de l'Union européenne a entraîné **la régression progressive et irrévocable des services publics** : mises en concurrence et privatisations, fermetures d'hôpitaux, de bureaux de postes ... C'est parce que nous refusons de voir entériner définitivement ces dogmes comme valeurs fondatrices de l'Union Européenne que nous appelons au rejet de cette Constitution.

VOTER NON à la Constitution représente une chance historique de dire NON à l'Europe libérale et d'exiger la construction d'une autre Europe. Une Europe sociale au service des peuples où les services publics seront affranchis des règles de la concurrence !